

# Gouvernement papillon : la com à très rude épreuve

DES PORTE-PAROLE S'EXPLIQUENT après les « couacs » dans ce premier mois de législature.

En Belgique, il n'y a pas, comme en France ou aux États-Unis, de « ministre porte-parole » du gouvernement. Pas non plus de « porte-parole » du gouvernement. Cela tient à la nature de nos exécutifs, fruits de coalitions, loin des exécutifs homogènes qui opèrent à Paris ou à Washington. Chaque ministre a donc ses communicateurs, souvent un duo, francophone et néerlandophone.

Notre, contexte belgo-belge : le 6 décembre, après 545 jours de crise, l'équipe Di Rupo 1<sup>er</sup> se lance dans une législature de deux ans et demi à peine pour réaliser l'accord de gouvernement; doublé d'une réforme de l'Etat d'une envergure jamais connue. Des carouillages s'annoncent. Et se vérifient. Des « sorties » malheureuses de ministres isolés se multiplient. A propos desquels, dans un entretien au *Soir*, Elio Di Rupo parlera d'une « période de rodage ». ... Entre autres, les ministres Vincent Van Quickenborne (VLD), à la mi-décembre, et, volci peu, le Secrétaire d'Etat Servais Verherstraeten (CD&V), ont jeté le trouble, avec leurs déclarations sur la réforme des pensions et la déductibilité des crédits hypothécaires (voir ci-contre)...

Oh en est-on ? Le gouvernement papillon se disperse-t-il ? Quelques porte-parole de première ligne nous ont livré leurs analyses. En « off ».

Pour cette) attaché(e) de presse, « il s'agit là typiquement de péchés de jeunesse d'un parlementaire devenu secrétaire d'Etat ou d'un ministre ayant changé de compétence. A la veille des congés de fin d'année, explique-t-elle, il fallait avancer rapidement sur tous les dossiers, les ministres ont dû démanager, travailler avec des équipes peu rodées, des notes rédigées à la hâte... » Une « hâte » que cette) autre porte-parole assume : « Pour les pensions, il fallait agir avant la fin de l'année, pour montrer à l'Europe que la Belgique respectait ses engagements... » Avant de concéder : « Pendant 545 jours, les institutions n'ont pas fonctionné normalement, le gouvernement doit faire un réel effort didactique car beaucoup d'informations fausses ont circulé... »

A propos de la circulation de l'info, cette) autre porte-parole reproche aux médias de ne pas avoir contrôlé l'exactitude de ses propos du député N-VA Ben Weyts (ci-contre) avant de publier : « Tout va de plus en plus vite, l'info s'emballe sur les sites des quotidiens et les réseaux sociaux ! »

Une autre communicatrice se remémore, elle, ce basculement dans notre histo-

re politique : « Sauvez-vous des gouvernements Dehaene, des conclaves à Val-Duchesse, de la culture du secret et des "green komentaar" à répétition ! Quand Verhofstadt est arrivé, les ministres se sont mis à parler, les gens ont découvert un aspect plus ouvert de la politique... »

Le gouvernement papillon ? Un porte-parole chevronné se tourne vers les médias : « Ils se sont focalisés pendant près de deux ans sur des négociations politico-communautaires très polémiques, conflictuelles, et ils ont dû mal à se repositionner face à une autre manière : un gouvernement à la tâche, dans des domaines précis, avec des mesures du contenu... C'est différent de passer de l'une à l'autre réalité. Attention à poursuivre comme si rien ne s'était passé. » Le même responsable de la communication voit deux grandes échéances pour son équipe et son gouvernement : « Il y a la mise en œuvre de la réforme de l'Etat et le contrôle budgétaire : le ne dit pas que le gouvernement n'est pas en mesure de surmonter ces deux épreuves, mais ce sera un test pour son unité, notamment en termes de communication. Deux : il faudra des relations d'une autre nature entre Régions et fédéral, arrêter de se rejeter la responsabilité des difficultés. Le gouvernement ne peut pas résister à des tensions permanentes entre les entités ». Lisez : si cette coordination générale entre les pouvoirs devait faire défaut, le fédéral en ferait les frais, et le meilleur com du monde et des environs n'y changerait rien. ■

DAVID COPPI  
MICHELLE LAMENSCH



## RÉTROACTES

### « Couacs » en série

Pensions. A la veille des fêtes, le ministre des Pensions, Vincent Van Quickenborne (VLD), clame son intention de faire voter, avant la fin de l'année, « sa » réforme des pensions, impliquant notamment la suppression de tous les régimes spéciaux.

### Salaires ministériels.

Le 8 janvier, des journaux relayent sur leurs sites les propos du député N-VA, Ben Weyts, selon lesquels les salaires des ministres fédéraux augmentent de 8% alors qu'ils avaient promis de les baisser de 5%. Le gouvernement rectifiera.

Asile. Dans un entretien au quotidien *De Morgen*, le 10 janvier, la secrétaire d'Etat Maggie De Block (VLD) livre des chiffres erronés sur les demandes de régularisation.

### Prêts hypothécaires.

Le 18 janvier, le secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, Servais Verherstraeten (CD&V) affirme que la déductibilité fiscale des crédits contractés pour l'achat d'une habitation sera supprimée au niveau fédéral à partir de 2014, tant pour les contrats en cours que pour les nouveaux contrats. ■

Le gouvernement ne peut pas résister à des tensions permanentes entre les entités ». Lisez : si cette coordination générale entre les pouvoirs devait faire défaut, le fédéral en ferait les frais, et le meilleur com du monde et des environs n'y changerait rien. ■

# « Un art devenu très difficile »

**P**ierre Vercauteren, politologue (UCL-Mons), analyse les premiers errements du gouvernement Di Rupo.

Comment analyser ces cotacs ?

La communication est un paramètre beaucoup plus compliqué à gérer par ce gouvernement que par d'autres. Tout d'abord, objectivement, parce qu'il est plus difficile d'être cohérent avec six partis qu'avec quatre. Ensuite, il est né à l'issue d'une crise extraordinairement longue : les habitudes de s'exprimer au nom d'une équipe soudée se sont un peu défilées, il y a une discipline à retrouver. Troisièmement, ce gouvernement a usé, au tout début, de l'effet de surprise pour initier la réforme des pensions, mais c'est une cartouche qu'il ne peut plus utiliser. Enfin, c'est une équipe qui va devoir faire passer un menu extrêmement chargé tant sur le plan communautaire qu'au niveau économique et social.

Avec des mesures délicates à la clé... Effectivement. Cela impliquera nécessairement une négociation au sein du gouvernement sur la manière de gérer la communication. D'autant que nous sommes dans une période de musculation, progressive dans la perspective des élections communales, qui ont lieu en octobre prochain.

www.lesoir.be

Le tout avec un parti majoritaire en Flandre, la N-VA, qui se trouve dans l'opposition au fédéral.

C'est évident. En outre, la communication politique est un facteur beaucoup plus essentiel qu'il ne l'était auparavant. Maltriser son image, parvenir à exister, cela constitue une nécessité vitale, à plus forte raison pour les trois partis flamands de la majorité. La communication est devenue immédiate, aussi : tenir une stratégie politique classique consistant à donner l'image d'une bonne gestion, ce n'est plus possible.

Le gouvernement doit réformer et communiquer très vite sur des mesures techniquement complexes. Pen-



sions à la déductibilité fiscale des prêts hypothécaires...

On peut dire cela aussi de la réforme des pensions, au sujet de laquelle on a dit tout le contraire. Les matières sur lesquelles il faut communiquer sont très délicates et sensibles, et les modes de communication actuels rendent très compliqués la diffusion d'un message absolument juste et nuancé comme il se doit. Qui plus est, trop communiquer peut tuer la communication. Le gouvernement doit à la fois gérer une image de cohérence sans donner l'impression que seul le Premier ministre s'exprime. Manifestement, les hommes et les femmes politiques de cette génération ont encore du mal à trouver le bon canal et la bonne mesure de la communication. C'est un art qui devient de plus en plus difficile.

Et Elio Di Rupo laisse son parti orphelin : le PS part dans tous les sens...

C'est une transition difficile à assumer. Quand le CVP livrait un Premier ministre après l'autre, ce n'était pas trop difficile, le leadership était entre les mains du Premier ministre. Pour le PS, avoir une personnalité au Seize, cela est tout autre chose à gérer. D'autant que les fédérations et les personnalités fortes en profitent pour élargir leur marge de manœuvre.

Prepas recueillis par OLIVIER MOUTON

# « Franchement pas dramatique »

**P**ersonnellement, je ne trouve pas que la communication du gouvernement Di Rupo est si dramatique que cela même s'il y a eu quelques cotacs - c'est inévitable en début de législature. Bien sûr, je ne serai peut-être aussi indulgent dans un an... » Luc Van der Kelen, éditorialiste du quotidien Het Laatste Nieuws, le plus grand tirage de la presse flamande, a un regard nuancé sur les premiers mois de l'équipe fédérale.

« Il y a des problèmes liés aux contacts entre le gouvernement fédéral et le gouvernement flamand de Kris Peeters, souligne-t-il. Cela est dû à la présence de la N-VA qui tire à boulets rouges sur tout ce qui est possible. Et pour tout dire, en ce moment, la cohésion est nettement moins bonne au sein de la majorité flamande qu'au fédéral. Parce que franchement, je trouve que les six partis s'en tirent bien. » Il n'y a pas, ajoute-t-il, de volonté de se positionner outre mesure de la part de partis flamands faisant pourtant face à la menace nationaliste. « On voit beaucoup Steven Vanackere dans les médias flamands. Mais c'est surtout parce qu'il assume le rôle de porte-parole flamand de la majorité, même s'il s'en défend.

« En outre, précisez-vous, ce gouvernement doit mener des réformes ambitieuses : « Tout ne pourra pas être décidé en un jour, il est normal qu'il y ait des domaines où règne encore un certain flou. » Même le néerlandais d'Elio Di Rupo, qui devra convaincre l'opinion publique flamande, ne hérisse pas - pour l'instant - l'éditorialiste. « Il a été reçu par le Premier ministre des Pays-Bas qui l'a félicité pour sa maîtrise de la langue. Que peut-on dire, alors ? Plus sérieusement, je pense que l'opinion publique flamande apprécie ses efforts. » Trop indulgent, Luc Van der Kelen ? « J'ai été très critique pendant longtemps. Je me donne trois ans pour être davantage constructif. » ■

OLIVIER MOUTON

www.lesoir.be